

CDU – Module Général

Enseignements de la formation

Voici un bref résumé pratique des informations les plus importantes de la formation.

1 Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette formation de 105 minutes, vous aurez pris connaissance :

- des raisons pour lesquelles le code des douanes de l'Union (CDU) a été mis en place ;
- des nouveaux aspects du CDU et de ses changements, qui distinguent le CDU du code des douanes communautaire (CDC) ;
- de l'impact du CDU sur les secteurs privé et public ;
- des échéances relatives aux transitions découlant du CDU ;
- des différents actes juridiques qui accompagnent le CDU : acte délégué (AD), acte d'exécution (AE) et acte délégué transitoire (ADT).

2 Qu'est-ce que le CDU ?

Le Code des douanes de l'Union (CDU) :

- remplace le Code des douanes communautaire (CDC) existant ;
- rend les transactions électroniques obligatoires ;
- rationalise les procédures douanières au niveau de toutes les administrations des douanes des États membres de l'UE ;
- met en œuvre une communication électronique entre les autorités douanières et avec les opérateurs économiques et la Commission européenne.

Le CDU est complété par son acte délégué (AD) et son acte d'exécution (AE).

Le CDU sera applicable à partir du mois de mai 2016 ; toutefois, sa mise en œuvre complète est indissociable du développement des systèmes de support informatiques associés. L'acte délégué transitoire (ADT) décrit les dispositions qui permettront de gérer cette période de transition, qui s'étendra jusqu'en 2020.

Le programme de travail du CDU établit un calendrier complet pour la mise en œuvre des systèmes électroniques, basé sur le MASP, afin de s'assurer de la bonne application du CDU.

La Commission a développé des modèles de processus métier (BPM) en collaboration étroite avec les experts des États membres afin de refléter les exigences en matière de processus issus du CDU, de son AD et de son AE. Ces modèles sont accessibles sur simple demande.

3 Changements apportés par le CDU – nouvelles caractéristiques les plus importantes

3.1 Régimes douaniers et déclarations en douane

Entrée en vigueur

- | | |
|---|-----------|
| - Mise en place de l'autoévaluation | Mai 2016 |
| - Mise en place de l'inscription dans les écritures du déclarant (ou inscription en comptabilité-matière : ICM) | Mai 2016 |
| - Mise en place du dédouanement centralisé | 2019 |
| - Déclarations en douane électroniques | 2019/2020 |
| - Harmonisation des exigences en matière de données (Annexe B de l'AD) | 2017 |

3.2 Entrée de marchandises

- | | |
|---|------|
| - Les déclarations sommaires d'entrée (ENS) peuvent être soumises dans différents jeux de données, par différents acteurs | 2020 |
| - Mise à disposition des Renseignements préalables avant chargement de fret aérien | 2020 |
| - Harmonisation des exigences en matière de données ENS | 2020 |
| - Certaines exemptions relatives aux exigences ENS ont été supprimées | 2020 |

3.3 Dépôt temporaire

- | | |
|---|----------|
| - Durée du dépôt temporaire rationalisée à 90 jours | Mai 2016 |
| - Le déplacement de marchandises en dépôt temporaire est possible | Mai 2016 |
| - L'autorisation d'exploiter une installation de dépôt temporaire est requise | Mai 2016 |

3.4 Mise en libre pratique

Voir les régimes douaniers et les déclarations en douane.

3.5 Renseignements tarifaires contraignants

- | | |
|--|----------|
| - La décision de RTC est contraignante pour son titulaire | Mai 2016 |
| - La décision de RTC est valide pendant 3 ans | Mai 2016 |
| - Les dispositions relatives aux décisions douanières s'appliquent aux RTC | Mai 2016 |
| - Les RTC sur les marchandises déclarées doivent être inclus dans les déclarations en douane | 2017 |

3.6 Origine des marchandises

Entrée en vigueur

- | | |
|--|----------|
| - Nouvelle possibilité pour la Commission européenne d'adopter une détermination d'origine spécifique pour les marchandises au cas par cas | Mai 2016 |
| - Les dispositions relatives aux décisions douanières s'appliquent aux RCO | Mai 2016 |
| - Les RCO sont contraignants pour leur titulaire | Mai 2016 |
| - Les règles de liste en matière d'origine non préférentielle concernent un plus grand nombre de produits (AD) | Mai 2016 |
| - En général, aucune règle ne s'applique au format requis pour la preuve d'origine non préférentielle | Mai 2016 |
| - Les dispositions externes au code ont été intégrées au CDU | Mai 2016 |

3.7 Valeur en douane

- | | |
|--|----------|
| - Clarification supplémentaire de la législation | Mai 2016 |
| - La déclaration de valeur (DV1) disparaît en tant que document papier ; elle est remplacée par la déclaration en douane | 2020 |
| - Extension du champ d'application de l'autorisation pour la simplification de la détermination de la valeur en douane | Mai 2016 |

3.8 Statut douanier des marchandises

- | | |
|---|----------|
| - Preuve électronique du statut UE des marchandises, incluant le numéro de référence maître (MRN) | 2019 |
| - Les émetteurs agréés peuvent émettre un manifeste douanier des marchandises en tant que preuve | Mai 2016 |

3.9 Dette douanière

- | | |
|---|----------|
| - Augmentation du nombre de cas dans lesquels une dette douanière peut être éteinte | Mai 2016 |
| - Toute personne fournissant des informations erronées dans la déclaration en douane peut être considérée comme un débiteur | Mai 2016 |
| - Alignement des règles de naissance d'une dette douanière en raison d'une inobservation | Mai 2016 |
| - Les règles de calcul du montant des droits à l'importation ont été rationalisées | Mai 2016 |

3.10 Garantie

- | | |
|---|----------|
| - Nouveau système central de gestion des garanties | 2020 |
| - Aucune autorisation n'est nécessaire de la part des autorités douanières pour les garants agréés au sein de l'Union (pour les institutions de crédit, les institutions financières et les compagnies d'assurance) | Mai 2016 |
| - L'autorisation de garantie globale avec montant réduit est limitée aux OEAC | Mai 2016 |

3.11 Régimes particuliers autres que le transit

Entrée en vigueur

- | | |
|--|----------|
| - Les régimes douaniers économiques deviennent des « régimes particuliers » | Mai 2016 |
| - Distinction établie entre le transfert des droits et les obligations pour les mouvements de marchandises | Mai 2016 |
| - Extension de l'utilisation des marchandises équivalentes | Mai 2016 |
| - Les manipulations usuelles ne requièrent aucune autorisation, nulle part | Mai 2016 |
| - Le nombre de types d'entrepôts douaniers a été réduit | Mai 2016 |
| - Un seul type de zone franche au lieu de deux | Mai 2016 |
| - La destination particulière est reconnue en tant que régime particulier | Mai 2016 |
| - La garantie est obligatoire pour toutes les marchandises placées sous un régime particulier | Mai 2016 |
| - L'examen des conditions économiques est réalisé au niveau de l'Union | Mai 2016 |
| - Les dispositions relatives aux décisions douanières s'appliquent à toutes les autorisations | 2017 |
| - Échange normalisé d'informations (INF) électronique | 2020 |

3.12 Transit douanier

- | | |
|--|----------|
| - Les marchandises en dépôt temporaire peuvent être déplacées sans être placées sous le régime du transit | Mai 2016 |
| - Le régime simplifié de transit aérien/maritime de niveau 1 et 2 sera remplacé par l'utilisation d'un document de transport électronique en tant que déclaration de transit | 2018 |
| - La liste des marchandises sensibles disparaîtra et les règles normales s'appliqueront à ces marchandises | 2019 |

3.13 Export

- | | |
|--|------|
| - Le scénario de sortie fractionnée sera rationalisé | 2020 |
| - Les simplifications douanières du dédouanement centralisé et de l'ICM s'appliquent | 2019 |
| - Disponibilité des systèmes élevée | 2020 |
| - Interface entre le système automatisé d'exportation (AES) et le système informatisé de contrôle des mouvements de produits soumis à accises (EMCS) | 2020 |
| - Les résultats des contrôles de transit doivent être utilisés pour clôturer le mouvement d'exportation dans le scénario d'une « exportation suivie d'un transit interne » | 2020 |

3.14 Décisions douanières

Entrée en vigueur

- Nouveau système informatisé de décisions douanières 2017
- Rationalisation accrue des règles et des procédures relatives aux différentes décisions douanières Mai 2016
- Lorsque les intérêts des producteurs de l'Union sont susceptibles d'être affectés de façon négative, un examen des conditions économiques est réalisé au niveau de l'Union Mai 2016

3.15 Opérateur économique agréé

- Le certificat devient une autorisation Mai 2016
- Les dispositions relatives aux décisions douanières s'appliquent aux OEA Mai 2016
- Les autorisations sont entièrement électroniques Mai 2016
- Seulement deux types d'OEA : OEAC et OEAS. Toutefois, les deux autorisations peuvent être détenues simultanément, OEAC/S Mai 2016
- L'autorisation OEAC est obligatoire pour certaines simplifications douanières Mai 2016
- Le critère de conformité est renforcé Mai 2016
- Le critère de compétence est ajouté Mai 2016
- Obligation explicite pour toute personne responsable de la sécurité au sein de l'entreprise de remplir les critères d'OEAS Mai 2016
- Les procédures satisfaisantes mises en place pour les certificats d'importation et d'exportation associés aux mesures de prohibition et de restriction s'appliquent aux statuts OEAC et OEAS Mai 2016
- Un questionnaire d'autoévaluation est obligatoire pour toute demande de statut OEA Mai 2016

N'oubliez pas, ceci est un bref résumé des informations les plus importantes fournies dans cette formation. Seule la législation de l'Union européenne publiée au Journal officiel de l'Union européenne est considérée comme authentique. La Commission n'assume aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, vis-à-vis de cette formation.